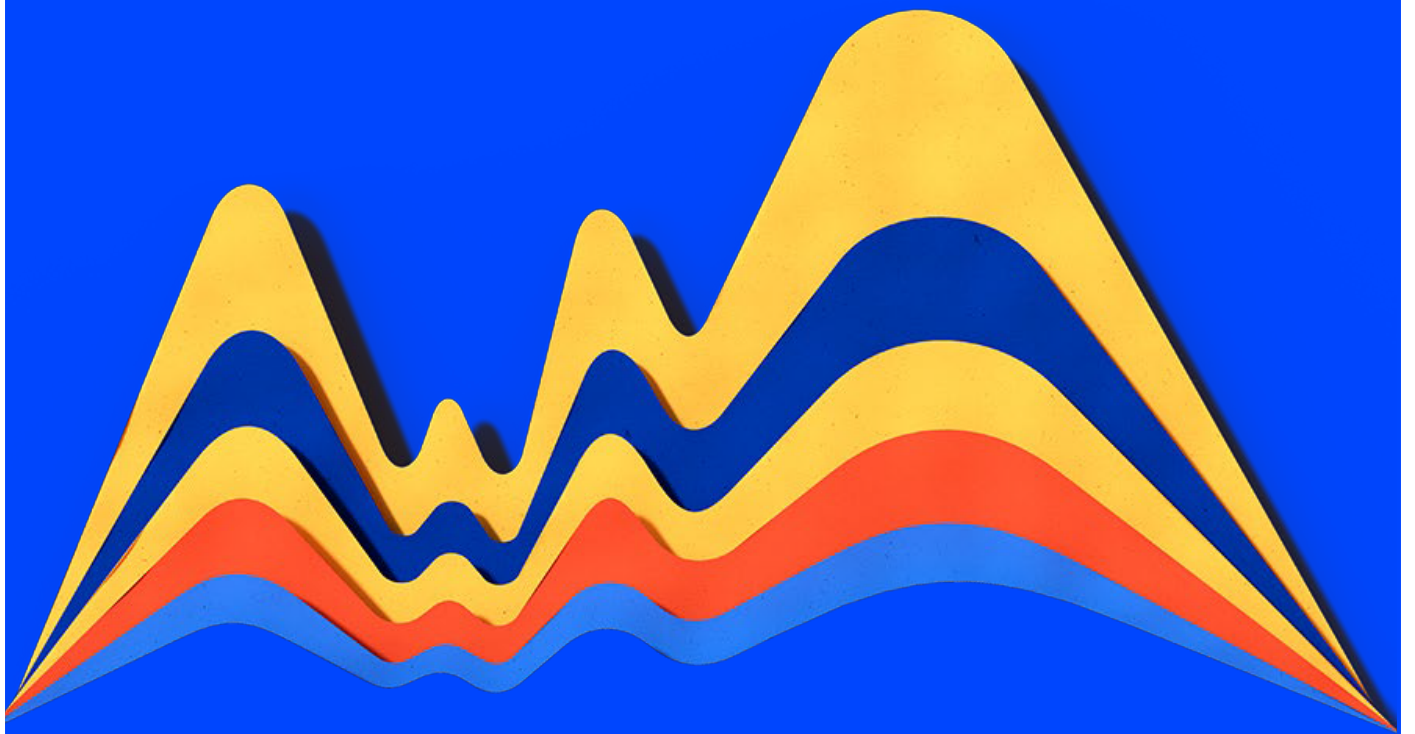


Cercle 
des **DAF**

Gestion de la dette et financement



cegid × **daf**
MAGAZINE

Cercle des DAF : Gestion de la dette et financement

Le Ritz - 15 PL Vendôme, 75001 Paris

5 DAF

Judi 8
Février
2024

anticiper

Chloé Giraut,
DAF



Jean-Max Scalbert,
DAF Tennaxia



Cercle
des DAF

Gaëtan Gohin,
DAF Everwatt



Mallory Lalanne,
Journaliste DAF Magazine



réunir

Olivier Saladin,
DAF Sisley

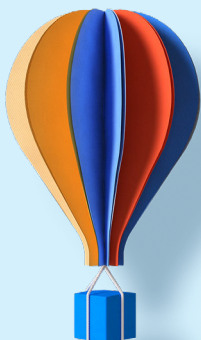


Raphael Vallée,
DAF IDEC Group



cegid
x
daf
MAGAZINE

Gestion
de la dette
et financement



partager

Jean-Baptiste Auzou,
Dir. BU FINANCE Cegid



Violaine Cretté,
Resp. Marketing Event et
Notoriété BU Finance de Cegid



Dettes ou capitaux propres : quels financements choisir ?

Dans un environnement économique incertain, l'accès au financement est devenu un objectif mais aussi un défi majeur pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les entreprises de taille intermédiaire (ETI). Un sujet abordé dans le cadre du Cercle des DAF de Cegid en partenariat avec Daf Magazine, jeudi 8 février 2024.

57 729

procédures ouvertes
en 2023

36 %

de défaillances
par rapport à 2022

16 800

entreprises en défaut,
au plus haut depuis
2012 - 2013

Avec 57 729 procédures ouvertes en 2023, le nombre de défaillances est en augmentation de près de 36 % par rapport à 2022, selon les chiffres publiés par Altares en janvier 2024. Un taux encore très élevé après la hausse historique (+49 %) de 2022. Le seul dernier trimestre 2023 illustre encore davantage les difficultés actuelles des acteurs économiques avec 16 800 entreprises en défaut, au plus haut depuis 2012 - 2013. Plusieurs causes expliquent cette situation : **la hausse des taux, un niveau d'inflation encore élevé, une consommation qui flanche, des entreprises qui peinent à rembourser le PGE créé par l'Etat, le tout combiné à une 'permacrise' qui dure depuis trois ans.** Des sociétés, qui évoluent sur des secteurs porteurs, ont elles aussi besoin d'argent pour réaliser de la croissance externe, investir dans la recherche et le développement. Dans ce contexte, quelles solutions les sociétés doivent-elles envisager ?

Arbitrer entre fonds propres et dettes

Pour échanger sur ce sujet brûlant, plusieurs DAF se sont réunis au Ritz, jeudi 8 février, dans le cadre du Cercle des DAF de Cegid en partenariat avec Daf Magazine. Le but de ce rendez-vous ? Animer et réunir plusieurs fois par an une communauté de directeurs financiers provenant de différents horizons afin de plancher conjointement et de travailler en intelligence collective sur un certain nombre de sujets.

Parmi eux : *Chloé Giraut, ex DAF des fintech Pigment et Qonto, Gaëtan Gohin, DAF d'Everwatt, Olivier Saladin, directeur financier du groupe Sisley, Jean-Max Scalbert, DAF de Tennaxia, Raphaël Vallée, DAF de l'acteur immobilier Idec et avec la présence de Jean-Baptiste Auzou, Directeur BU Finance et Violaine Cretté, Resp. Marketing Event et Notoriété BU Finance de Cegid.*

Pour financer leur croissance, les DAF doivent arbitrer entre fonds propres et dettes. Le financement par fonds propres représente une alternative intéressante à la dette bancaire, devenue coûteuse. L'importance des fonds propres dans le développement des entreprises est plus cruciale qu'il n'y paraît. Ces fonds, composés des apports des actionnaires et des réserves non distribuées, constituent leur socle financier et restent plus propices au financement des investissements les plus risqués ou plus incertains (innovation, prospection de nouveaux marchés...), qui peuvent impacter le potentiel de croissance de l'entreprise.

Le recours à l'endettement bancaire figure naturellement au rang des possibilités offertes aux organisations, tout comme le financement de marché. Concrètement, l'entreprise émet des titres financiers (obligations, titres de créances négociables à court ou moyen terme) qui sont souscrits par des investisseurs aux profils très différents : investisseurs institutionnels, entreprises, particuliers.

Quelles options pour le DAF, pour financer sa croissance ?

Pour financer ces besoins durables, un directeur administratif et financier peut recourir à une boîte à outils relativement profonde.

Dans le contexte économique et géopolitique actuel, probablement amené à durer, **les fonds propres émergent comme un levier de croissance essentiel pour les PME et ETI**. Ils peuvent offrir une alternative plus abordable et accessible à la dette financière. Au-delà des fonds propres et de la dette bancaire, une entreprise peut également, pour financer un besoin durable, émettre des obligations, convertibles ou non, mais ce mode de financement peut s'avérer coûteux en frais, en procédure. Une entreprise peut également choisir de recourir à ses actionnaires, à titre temporaire (par appel en compte courant) ou définitif, par augmentation de capital.

Fonds propres et dette

Le groupe Everwatt, spécialisé dans le développement de projet et d'infrastructures solaires en autoconsommation individuelle et collectives, affiche de **grandes ambitions et travaille sur des hypothèses de financement de plusieurs projets de centrales solaires** (ombrières de parking et toitures). La phase de développement a été financée sur fonds propres principalement et par des levées d'obligations simples.

Des obligations amortissables simples

Pour financer sa croissance, le groupe Idec, un acteur global de l'immobilier qui a vocation à proposer des solutions innovantes pour répondre aux problématiques énergétiques de ses clients, a **créé un fond corporate qui va investir dans des start-up en early stage, des deeptech en phase de pré-industrialisation et ainsi soutenir son coeur de métier**. Un fond qui pèse une centaine de millions d'euros, financé à hauteur de 10 % par les fonds propres, le reste en levant de la dette auprès des partenaires bancaires.



Nous essayons de ne pas dépasser 20 % de fonds propres. Le reste est financé par de la dette long terme. Une levée de fonds de 34 M d'euros a été réalisée l'année dernière sur une des entreprises du groupe avec le fonds Conquest. Notre objectif était de renforcer nos fonds propres pour financer cette ambition.



Gaëtan Gohin,
DAF de Everwatt



Quelles options pour le DAF, pour financer sa croissance ?



Nous avons figé en 2021 des taux très intéressants sur sept ans avec un indice ESG pour bénéficier des taux bonifiés. Se pose toutefois le sujet du refinancement de cette dette dans deux à trois ans.

Raphaël Vallée,
DAF de IDEC GROUP



Pour financer des projets de croissance et de construction à l'international, au Vietnam notamment, IDEC GROUP s'intéresse à d'autres supports, obligations amortissables simples (EuroPP) notamment, et envisage de mettre en place des financements plus structurés comme de la dette mezzanine. **Ce type de financement permet d'accentuer l'effet de levier.** En effet, son remboursement est in fine, ce qui permet à l'entreprise de grandir et de se développer avant la date d'échéance de la dette. « C'est un vrai sujet. Les banques françaises ne peuvent pas opérer sur place », ajoute Raphaël Vallée.

D'autres poches, avec des taux d'intérêt relativement bas, peuvent être actionnées. **La Banque européenne d'investissement (BEI) a lancé un programme avec des taux bonifiés et des critères ESG inférieurs aux taux du marché.** Doté d'une garantie budgétaire de l'UE de 26,2 milliards d'euros, ce programme de soutien à l'investissement vise à mobiliser d'ici à 2027 des financements de plus de 372 milliards d'euros dans toute l'Europe. Ils permettront de soutenir les priorités stratégiques de l'Union européenne telles que le pacte vert européen, la transition numérique et des projets à vocation sociale et d'intérêt général dans l'éducation, la santé ou encore le logement. 30 % de ces financements au minimum seront dédiés à des investissements destinés à lutter contre le changement climatique ou à en atténuer les effets. Une démarche qui doit cependant être anticipée. Le temps d'instruction de ces dossiers étant relativement long.

Programme de la BEI

26,2
Mrd €
de garantie
budgétaire

371
Mrd €
de financement
d'ici à 2027 dans
toute l'Europe

30 %
de ces financements
dédiés à la lutte
contre le changement
climatique

« Les outils de prévision sont un excellent moyen d'alerte et une bonne manière d'anticiper les imprévus. »

Dans un contexte économique incertain et de remontée des taux, les prévisions de trésorerie et l'amélioration de leur modélisation doivent être une priorité pour les DAF, selon Jean-Baptiste Auzou, Directeur de la Business Unit Finance de Cegid.

Contexte instable, matières premières volatiles, entrées d'argent incertaines, remontée des taux d'intérêt... les entreprises doivent composer avec un environnement toujours plus complexe. Comment doivent réagir les directions financières ?

L'optimisation du BFR est capitale. Le maîtriser impose de ne pas se limiter à une information quotidienne sur le niveau de trésorerie disponible mais de disposer d'éléments précis sur son évolution probable. **Il faut formaliser un reporting récurrent sur la trésorerie et les prévisions de cash et s'appuyer sur des rolling forecast pour avoir des données toujours à jour, et donc fiables.** Dans des environnements stables, cela peut se faire de façon mensuelle. Si le contexte est plus mouvant, dans le cadre d'une hypercroissance ou de difficultés économiques, le reporting peut être tenu toutes les semaines afin d'avoir une visibilité immédiate de la situation. En modélisant et en faisant jouer plusieurs scénarii, en intégrant par exemple une hausse des taux, des matières premières, une variation de croissance du chiffre d'affaires, le DAF va analyser les écarts entre le réel et le prévisionnel et ajuster, le cas échéant, les paramètres de son modèle prévisionnel. Au bout de trois ou neuf mois vont se détacher les hypothèses les plus pertinentes, les plus proches de la situation réelle, ce qui va permettre d'éliminer les

scénarii inutiles. **Les prévisions de trésorerie glissantes et réalisées sur un horizon de 13 semaines ne se substituent pas pour autant à la prévision budgétaire.** Elles peuvent être couplées à des prévisions sur des horizons plus longs de 12 mois par exemple afin de bénéficier de cette capacité à anticiper les éléments de renégociation bancaire ou d'une dette globale et à vérifier qu'on reste bien dans les objectifs stratégiques fixés.

Quels sont les atouts de ces outils de prévision ?

Ils permettent d'avoir deux indicateurs forts : une connaissance exacte de la position cash d'un côté, et une visibilité de l'endettement net de l'autre (après déduction des liquidités). Des indicateurs financiers précieux pour se projeter sur les placements (position cash rich) ou pour planifier ses financements ou renégocier ses échéances.



L'optimisation du BFR est capitale. Le maîtriser impose de ne pas se limiter à une information quotidienne sur le niveau de trésorerie disponible mais de disposer d'éléments précis sur son évolution probable.



« Les outils de prévision sont un excellent moyen d'alerte et une bonne manière d'anticiper les imprévus. »

C'est un excellent moyen d'alerte et une bonne manière d'anticiper les imprévus, d'identifier les moments de rupture, les éléments sur lesquels la société doit porter son attention. Dans les métiers et secteurs d'activités plus stables, **il permet d'envisager les projets futurs, d'avoir une visibilité sur les investissements annuels et pluriannuels, de savoir précisément à quel moment la société va avoir besoin d'un financement supplémentaire.** La direction administrative et financière peut ainsi se positionner en business partner et remonter cette visibilité moyen/ long terme du cash, au niveau de la direction générale et des actionnaires.

Quels sont les points de vigilance à considérer avant de déployer ces outils ?

Le volet humain est capital. **La mise en place de ces outils de modélisation de prévision nécessite un sponsor de la direction générale et une adhésion forte des équipes :** déterminer au préalable les besoins spécifiques à l'environnement de l'entreprise, ses ressources en interne pour déployer la solution. Ensuite, réfléchir à l'horizon de la prévision, au niveau de granularité attendu, à la fréquence d'actualisation souhaitée et aux KPI à suivre. Inutile de mise sur la quantité, la qualité prévaut pour la performance.

Il faut également s'assurer de la fraîcheur et de la fiabilité de la donnée, avoir un alignement entre la comptabilité, le contrôle de gestion pour suivre ces éléments moyen et long terme.

Les bénéfices de l'automatisation sont réels : une fois que les équipes font tourner les modèles, elles n'ont plus besoin de paramétrer les outils d'une campagne de prévision à l'autre et disposent de plus de temps pour analyser les écarts, identifier et comprendre les points de rupture et les besoins.



cegid

Cegid Group – 52 quai Paul Sédallian
69 279 Lyon Cedex 09

www.cegid.com